



Le temps n'est plus au désespoir et à l'impuissance !
L'inquiétude change de camp.
Il faut faire vivre et grandir la plateforme du 5 janvier.
Soyons nombreux dans les rassemblements de mardi.
Préparons un grand 13 juin !

La section départementale de la FSU a reçu ces jours-ci un courrier électronique d'une militante parisienne du réseau éducation sans frontières qui raconte ses mésaventures dans un commissariat. La personne qui fait suivre ce récit affligeant ne donne comme seul commentaire que : « bravo, c'est désespérant ».

Le président de la République et le gouvernement poursuivent leurs attaques incessantes et la mise en œuvre active de leur programme annoncé de destruction du modèle social de notre pays. Les organisations politiques d'opposition ne travaillent pas toutes à combler le retard qu'elles ont pris pour répondre à ces attaques. Certaines d'entre elles continuent d'hésiter entre la cogestion « libérale » et un vrai travail de construction d'une alternative. De trop nombreuses organisations présentées comme radicales continuent attentivement leur travail de division.

Dans le même temps, l'éparpillement et la division continuaient d'affaiblir les rangs syndicaux trop clairsemés. Des enjeux secondaires continuent de déterminer les orientations stratégiques. Plus belle la vie, devaient se dire, chaque matin, le président et le patronat.

Que, dans ce contexte, des sentiments de défaitisme, de fatalité, de culture d'auto-flagellation se soient développés, on ne le constate que trop. Sans compter sur ceux qui cultivent ce sentiment d'impuissance, qui critiquent systématiquement « les trahisons des directions syndicales », y compris à l'intérieur de la FSU : ils ont un autre projet, non syndical, qui exige que les forces populaires traditionnelles et historiques soient dévaluées, pour placer leur stratégie élitiste. Condamnée à l'échec, mais si utile au pouvoir.

Un espoir énorme s'est concrétisé le 5 janvier, lorsque les huit organisations syndicales, confédérations et fédérations, se sont enfin mises d'accord sur une plateforme commune.

On entrait enfin sur la voie de la lutte unitaire. On parvenait enfin à rassembler les forces syndicales dans un projet de refus, mais aussi de proposition.

La FSU, dont la raison d'être est l'unité, a été un des principaux artisans du succès de cette signature.

Les salariés et l'ensemble des travailleurs, qui n'ont jamais aimé les divisions dans leurs rangs, se sont réjouis. Concrètement, ils l'ont montré le 29 janvier, le 19 mars et le 1^{er} mai.

Reste que tout ça n'est pas simple. Les conditions historiques et politiques qui ont conduit notre mouvement syndical à l'éparpillement et la division sont certes en voie d'obsolescence, mais le poids de l'histoire est prégnant et trop de monde continue de trouver de l'intérêt dans la division pour que tout ça aille plus vite.

Il faut pourtant que ça aille vite : la crise, causée par ceux-là même qui sont censés la résoudre dans notre intérêt, déploie ses effets destructeurs. Ceux qui reçoivent les centaines de milliards d'euros qui ne sont que le produit accumulé du travail des salariés, ce sont ceux-là même qui sont à l'origine de la crise. Centaines de milliards, bouclier fiscal, privilèges scandaleux d'un côté. Chômage, précarité, pression sur les salaires, baisse des retraites, casse industrielle, démolition des services publics, affaiblissement des libertés, xénophobie, campagne de propagande contre l'idée de solidarité, remise en selle du pouvoir clérical, etc., de l'autre.

Le gouvernement annonce 34 000 suppressions supplémentaires de postes dans les services publics, le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans l'éducation nationale, déjà lourdement frappée depuis deux ans.

Le 11 mai, Gérard Aschieri écrivait : *« Alors que la crise qui frappe rend d'autant plus indispensables des services publics qui maintiennent les liens sociaux, confortent les solidarités, luttent contre les inégalités et préparent l'avenir, de suppressions de postes en RGPP on les rend encore plus exsangues, on en réduit les missions et ces nouvelles coupes claires vont encore tailler dans leur capacité à répondre aux besoins de notre société. Et bien sûr ce sont les plus défavorisés, les territoires les plus confrontés aux difficultés, les hommes, les femmes, les jeunes les plus en butte aux inégalités qui vont en être les première victimes. »*

La dette publique, qui était de 63,8 % du produit intérieur brut en 2007, risque d'atteindre 80 % en 2010. Avant que ce PIB ne se « contracte » de 1,5 %, selon les données officielles, le déficit budgétaire était de 52 milliards d'euros en 2008. Les comptes officiels de l'Etat prévoient qu'il atteigne 104 milliards en 2009. Il approchera les 130 milliards en 2010.

Le président de la République continue de refuser d'envisager une augmentation de l'imposition des riches et la suppression du bouclier fiscal. Cette croissance de la dette publique s'accompagne donc d'une baisse sensible des recettes, aggravée par la récession et les disparitions d'entreprises.

Ces données et ces intentions réaffirmées contiennent des menaces d'une extraordinaire gravité pour les services publics, les statuts, les salaires, les pensions, les conditions de travail.

C'est cela qu'il faut avoir en tête pour comprendre l'importance de la plateforme du 5 janvier. Pour comprendre l'importance très grande de la décision des organisations syndicales de travailler enfin ensemble.

Mais cette unité a besoin d'une FSU déterminée à imposer une stratégie de rupture avec les politiques précédentes. Et notre FSU a besoin de chacun de nous pour faire hâter ces décisions sans lesquelles, non seulement la casse continuera de plus belle, mais encore une lourde déception handicapera les actions de défense syndicale pour longtemps.

Nous sommes passés de l'état de subir sans savoir comment répondre à celui d'exiger et de construire. En face, ils commencent à douter : nous sommes en train de faire changer l'inquiétude de camp !

Cette lutte ne sera pas brève. Elle progressera d'autant plus vite que nous serons forts et convaincants.

Le 26 mai prochain sera une date importante. Difficile aussi, car beaucoup de salariés regrettent que l'intersyndicale se soit pas plus entreprenante, n'ait pas appelé à la grève. Beaucoup auraient souhaité que la FSU elle-même appelle à la grève. Elle ne l'a pas fait, car les syndicats de la FSU n'ont pas su décider cet appel.

Nous sommes dans cet espace où il faut prendre conscience que tout se joue dans la construction maintenant du rapport de forces permis par la signature de la plateforme.

Nous n'avons pas le droit d'hésiter, encore moins de reculer. Ayons confiance en nos propres forces !

Soyons nombreux dans les rassemblements de mardi. Expliquons sans relâche aux collègues et aux camarades que c'est aussi à chacune et chacun de nous d'agir, d'exiger, de proposer.

Et préparons enfin, pour ce qui concerne ces seules semaines, un très grand 13 juin.

U&A FSU 64, le 24 mai 2009

